

Chapitre paru dans Bourg D.,
Dartiguepeyrou C., Gervais C., Perrin O.,
2016. *Les nouveaux modes de vie durables.*
S'engager autrement. Le Bord de l'Eau,
Lormont.

L'innovation sociale et soutenable : quels modes de vie pour quelle soutenabilité ?

Aurélien Boutaud

La nécessité de changer en profondeur nos modes de vie ne fait pas l'unanimité. Même pour ceux qui admettent la nécessité d'une transition écologique, il existe en effet un clivage de plus en plus net entre, d'un côté, ceux qui pensent pouvoir pérenniser les styles de vie consuméristes actuels grâce aux avancées technologiques, et ceux qui, au contraire, sont persuadés que nos façons de vivre devront considérablement changer. Ce clivage n'est en réalité pas nouveau. Il recoupe en grande partie les débats qui ont divisé depuis la fin des années 1980 les tenants de la soutenabilité dite faible et ceux de la soutenabilité forte (Dobson, 1996). Changer de mode de vie correspond donc à un projet politique et idéologique qu'il est important de remettre en perspective à l'aune de ces deux projets de transition pour le moins antagonistes.

La soutenabilité faible : l'innovation technologique comme *driver* de transition

Depuis la publication du rapport Brundtland, la soutenabilité est universellement comprise comme un enjeu de solidarité intergénérationnelle. Il s'agit en particulier de ne pas compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins. Mais face à cette injonction, les économistes dominants ont dès la fin des années 1980 proposé une interprétation de la soutenabilité qui rend l'épuisement des ressources et la destruction des milieux naturels compatible avec le principe de solidarité intergénérationnelle. Partant du constat que la richesse est le fruit conjugué du capital naturel, du capital artificiel et du travail, les théoriciens néoclassiques supposent qu'il existe une forme de substituabilité entre ces facteurs de production. Conséquence logique : la dégradation du capital naturel peut être

compensée par l'accroissement du capital artificiel – en particulier le capital technique symbolisé par l'ingéniosité humaine, que certains n'hésitent pas à comparer à une ressource infinie. Concrètement, il s'agit par exemple de reporter la consommation d'une ressource fossile en voie d'épuisement vers une autre supposée plus abondante et rendue accessible grâce aux progrès techniques. C'est ainsi que le déclin des énergies fossiles conventionnelles peut en théorie être compensé à moyen terme par l'accroissement de la production des gaz de schistes et autres pétroles bitumineux, puis à plus long terme par la massification de la production des énergies renouvelables ou nucléaires. Dans le même temps, l'accroissement des pollutions devra être lui aussi résolu par le développement de technologies de compensation ou d'atténuation. C'est ce que proposent notamment les solutions controversées de la géoingénierie, avec la séquestration du carbone ou le refroidissement artificiel du climat.

En misant ainsi sur la capacité de l'innovation technologique à répondre aux défis environnementaux, la soutenabilité faible permet d'envisager la continuation de la société productiviste. Et dans une telle perspective, les modes de vie consuméristes n'ont évidemment pas besoin d'être profondément modifiés...

La soutenabilité forte : une transition écologique impulsée par l'innovation sociale et les changements de modes de vie ?

Les perspectives proposées par la soutenabilité faible ne font toutefois pas l'unanimité. L'hypothèse de substituabilité du capital naturel est ainsi de plus en plus largement critiquée par certains mouvements citoyens, particulièrement préoccupés par la montée en puissance des technologies de rupture susmentionnées. Tirant les conséquences de cette position éthique plutôt critique à l'égard des solutions à dominante technologique, les tenants de la soutenabilité forte proposent de préserver les équilibres écologiques en misant davantage sur des formes d'innovation sociale et politique. Il s'agit en particulier de remettre en cause le modèle productiviste en inventant des alternatives permettant de tendre vers une économie qui ne dépendrait plus de la croissance (Jackson, 2010). Sans entrer ici dans les détails, on retiendra que le

mouvement de la soutenabilité forte propose aujourd'hui deux grandes catégories d'orientation économique. D'un côté, il s'agit d'investir les gains de productivité hérités du passé dans la réduction et le partage du temps de travail – là où la société productiviste a jusqu'à présent privilégié l'accroissement de la production et de la consommation. D'un autre côté, il s'agit de « déproductiviser » certains secteurs d'activité afin d'accroître le contenu en emploi et réduire les effets néfastes de la production sur l'environnement – c'est typiquement ce que suppose par exemple le passage d'une agriculture pétrochimique mondialisée à une agriculture écologique de proximité. Dans tous les cas, il s'agit bel et bien de sortir de la « cage d'acier » du consumérisme et de s'émanciper des canons de la rationalité économique.

Au final, même si l'innovation technique n'est pas absente de la réflexion, cette approche de la soutenabilité suppose des formes beaucoup plus riches d'innovation sociale, dont l'un des objectifs est de modifier les modes de vie afin de les rendre plus écologiques.

L'innovation sociale au service des modes de vie soutenables : une typologie

Mais que recouvre exactement cette notion d'innovation sociale et soutenable (ISS) ? En nous appuyant sur la littérature et les études de cas internationales, nous pouvons définir l'ISS comme un « ensemble de solutions innovantes impulsées par la population (individus ou communautés), situées en marge du secteur purement marchand, et permettant des changements d'organisation, de mode de vie ou de comportement qui participent à réduire l'empreinte écologique et à améliorer la cohésion sociale. » (Boutaud, 2012) Les contours de cette forme d'innovation sont toutefois difficiles à cerner tant les pratiques sont variées. La typologie réalisée au début des années 2010 par les Nations-Unies dans leur *Global Survey On Sustainable Lifestyles* permet toutefois de mieux délimiter le sujet (UNEP, 2011). Les pratiques d'ISS y sont classées en fonction de deux critères : leur degré de « socialisation » (*individuel vs collectif*) et le niveau d'implication de l'utilisateur final (*délégation vs appropriation*, ou encore *hétéronomie vs autonomie*). Cette catégorisation autour de deux axes permet de dissocier quatre cas de figure.

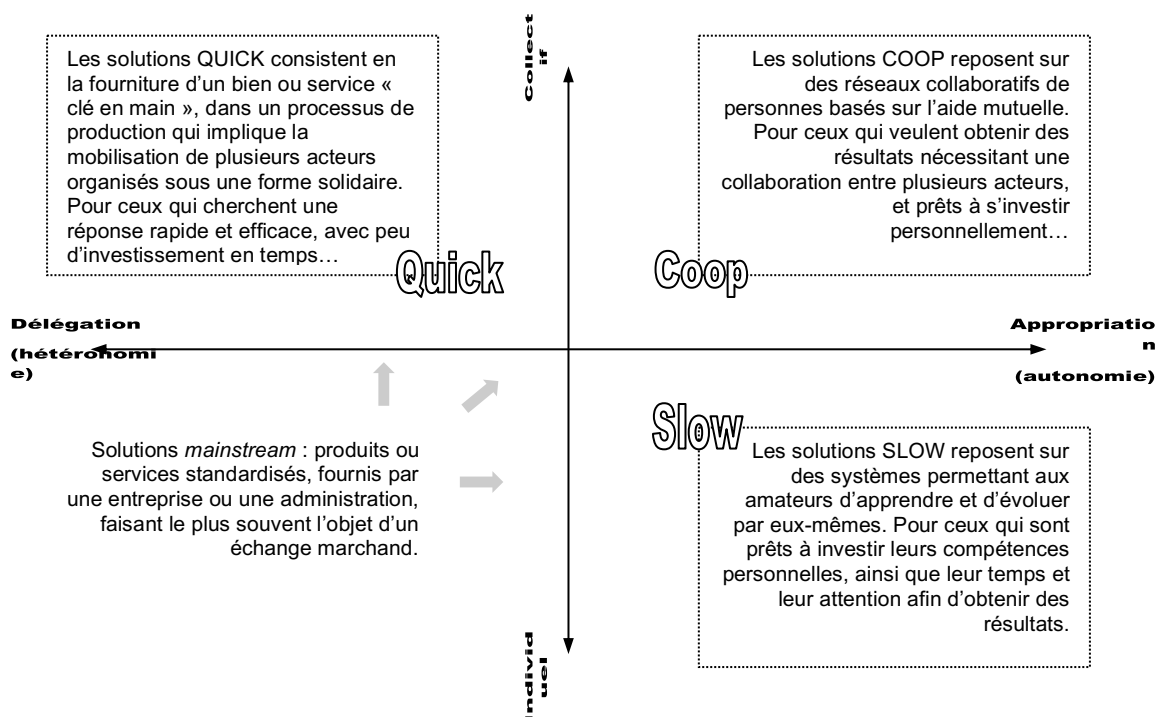


Figure 1 : Typologie des innovations sociales et soutenables
(inspirée des scénarios de l'UNEP, 2011)

Le cas de figure initial (en bas à gauche de la figure 1) concerne la production de biens et services standardisés fournis par une entreprise ou une administration, de manière centralisée et dans une logique descendante, offrant très peu de possibilités de personnalisation – par exemple : faire ses courses en voiture au supermarché. L'innovation sociale consiste à s'émanciper de ce modèle de production et de distribution *mainstream*. Ces innovations sont de trois types.

1) Les initiatives de type *Quick* consistent à fournir un bien ou un service clé en main qui mobilise pour sa production plusieurs acteurs organisés de manière solidaire et dans une perspective écologique. Le consommateur n'est pas ici impliqué directement dans le processus de production car il désire une réponse rapide, demandant peu d'investissement en temps... mais davantage en argent. Dans le domaine de l'alimentation, un bon exemple est fourni par les coopératives de consommateurs de produits biologiques de type *Biocoop*.

2) La catégorie *Coop* regroupe des démarches impliquant des réseaux de personnes (associations ou coopératives) agissant dans une logique d'aide mutuelle. Le consommateur final participe alors à la production du bien ou du service en question. Dans le secteur alimentaire, les Associations de Maintien de l'Agriculture Paysanne qui sollicitent ponctuellement leurs membres (pour la distribution, la cueillette ou encore la gestion de la structure) illustrent à merveille cette catégorie.

3) Enfin, les démarches *Slow* demandent un investissement plus important de la part de l'utilisateur final, qui devient alors le principal producteur du bien ou du service dont il a besoin. L'investissement en temps est évidemment plus important, mais l'apport en argent est moindre. Toujours en matière d'alimentation, on pense par exemple aux jardins familiaux ou partagés, dont l'un des objets est l'autoproduction.

De l'innovation sociale à l'innovation politique... et économique

Bien entendu, il ne s'agit là que d'une description très superficielle de l'innovation sociale et soutenable, ci-dessus illustrée dans le

domaine de l'alimentation. Mais les études de cas internationales montrent qu'il existe une variété quasi infinie de pratiques, recouvrant tous les postes de consommation des ménages. Réparations de biens informatiques, de meubles ou de véhicules ; mise à disposition d'outils dans des bricothèques ; autoproduction de biens divers et variés dans des ateliers associatifs ou autres *fablabs* ; mais aussi ressourceries, circuits courts agricoles, monnaies alternatives, co-voiturage, auto-partage, éco-habitat partagé, ateliers de compostage, *coaching* énergétique, financement participatif d'installations de production d'énergies renouvelables, consommations collaboratives de toutes sortes... Autant d'innovations qui permettent à tout un chacun de recycler, renouveler, partager, prolonger la durée de vie des produits, économiser des ressources ou encore relocaliser la production de certains biens.

Un tel foisonnement laisse évidemment entrevoir la possibilité d'un monde en devenir (ADEME, 2015). Reste à savoir si cette dynamique de transition qui s'invente dans les marges de la société productiviste restera périphérique – au risque de créer une économie de seconde zone destinée aux plus démunis ; ou si, au contraire, elle saura être suffisamment puissante et organisée pour emporter avec elle l'ensemble de la société. Ce qui supposera alors non seulement des innovations sociales, mais aussi et surtout des formes d'innovation politique... et économique. L'invention, ni plus ni moins, d'une société post-croissance.

Bibliographie

ADEME, 2015. *Les innovations sociales et les formes d'intelligence collective : un levier de transition écologique ?* Plateforme de recensement d'initiatives mise en ligne par l'ADEME :

<http://ademe.innovationsociale.org/fr/>

Boutaud A., 2012. « Les innovations sociales, briques de base pour un monde soutenable ? », in Bourg D., Roche P. (dir.), *Sobriété volontaire : en quête de nouveaux modes de vie*, Labor et Fides, Genève, pp. 113-132

Dobson A., 1996. « Environmental sustainabilities : An analysis and a typology », in *Environmental politics*, 5/3, p. 401-428

Jackson T., 2010. *Prosperité sans croissance – La transition vers une économie durable*, Ed. de Boeck, Bruxelles.

UNEP, 2011. *Visions for change : recommandations for effective policies on sustainable lifestyles*, Ed. UNEP Division of Technology, Industry & Economics, Paris.

Biographie

Aurélien Boutaud est consultant et chercheur indépendant. Titulaire d'un doctorat en sciences de la Terre et de l'environnement, il accompagne aujourd'hui les acteurs publics dans la mise en œuvre et l'évaluation de leurs politiques de transition écologique.